

RCS : PAU Code greffe : 6403

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PAU atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2007 B 00392 Numéro SIREN : 491 529 855 Nom ou dénomination : A'LIENOR
--

Ce dépôt a été enregistré le 05/07/2022 sous le numéro de dépôt 4179



KPMG Audit IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 29
Site internet : www.kpmg.fr

A'lienor

***Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels***

Exercice clos le 31 décembre 2021

A'lienor

35, Rue du Valentin - 64121 SERRES-CASTET

Ce rapport contient 31 pages

KPMG AUDIT IS SAS
société française membre du réseau
KPMG constitué de cabinets
indépendants adhérents de KPMG
International Limited, une société de
droit anglais ("private company limited
by guarantee").

SAS
Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
512802653 RCS NANTERRE



KPMG Audit IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 29
Site internet : www.kpmg.fr

A'lienor

35, Rue du Valentin - 64121 SERRES-CASTET

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'associé unique de la société A'lienor,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société A'lienor relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 31 mai 2022

KPMG AUDIT IS SAS

Philippe Bourhis
Associé

Bilan - Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé (I)	0		0	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions,brevets et droits similaires	1 896 656	1 112 668	783 988	506 593
Fonds commercial	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	197 817	0	197 817	23 849
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	0	0	0	0
Constructions	93 000	51 354	41 646	46 296
Installations techniques, matériel	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	1 140 300 301	148 180 390	992 119 911	1 006 891 825
Immobilisations en cours	1 232 664	0	1 232 664	1 110 736
Avances et acomptes	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Autres participations	0	0	0	0
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	85 900	0	85 900	85 900
ACTIF IMMOBILISE	1 143 806 339	149 344 412	994 461 927	1 008 665 199
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	198 224	0	198 224	0
CREANCES				
Clients et comptes rattachés	5 131 174	0	5 131 174	4 069 174
Autres créances	3 786 162	0	3 786 162	6 130 516
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	695	0	695	695
dont actions propres:				
Disponibilités	53 064 203	0	53 064 203	41 282 079
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 602 544	0	1 602 544	1 640 675
ACTIF CIRCULANT	63 783 002	0	63 783 002	53 123 139
Frais d'émission d'emprunts à étaler	10 444 329		10 444 329	12 034 132
Primes de remboursement des obligations	0		0	0
Ecart de conversion actif	0		0	0
TOTAL GENERAL	1 218 033 669	149 344 412	1 068 689 257	1 073 822 470

Bilan - Passif

Rubriques			31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel	dont versé	167 446 440	167 446 440	167 446 440
Primes d'émission, de fusion, d'apport,			0	0
Ecart de réévaluation	dont écart d'équivalence	0	0	0
Réserve légale			0	0
Réserves statutaires ou contractuelles			0	0
Réserves réglementées	dont rés. Prov. fluctuation cours	0	0	0
Autres réserves	dont achat œuvres originales artistes	0	0	0
Report à nouveau			18 596 987	21 072 868
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)			5 567 841	-2 475 881
Acomptes sur dividendes			0	0
Subventions d'investissement			85 403 969	86 107 229
Provisions réglementées			0	0
CAPITAUX PROPRES			277 015 237	272 150 656
Produit des émissions de titres participatifs			0	0
Avances conditionnées			0	0
AUTRES FONDS PROPRES			0	0
Provisions pour risques			558 329	8 379
Provisions pour charges			0	0
PROVISIONS			558 329	8 379
DETTES FINANCIERES				
Emprunts obligataires convertibles			0	0
Autres emprunts obligataires			0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			782 216 130	794 267 317
Emprunts et dettes financières divers dont emprunts participatifs	0		146 138	139 087
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			0	0
DETTES D'EXPLOITATION				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			1 924 048	1 715 473
Dettes fiscales et sociales			2 579 324	2 046 915
DETTES DIVERSES				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			2 255 746	2 068 723
Autres dettes			927 868	804 469
COMPTES DE REGULARISATION				
Produits constatés d'avance			1 066 437	621 452
DETTES			791 115 691	801 663 436
Ecart de conversion Passif			0	0
TOTAL GENERAL			1 068 689 257	1 073 822 471

Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises	0	0	0	0
Production vendue de biens	0	0	0	0
Production vendue de services	64 689 456	0	64 689 456	54 834 894
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	64 689 456	0	64 689 456	54 834 894
Production stockée			0	0
Production immobilisée			0	0
Subventions d'exploitation			0	0
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			141 790	2 104
Autres produits			4 588	85 227
PRODUITS D'EXPLOITATION			64 835 834	54 922 225
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			0	0
Variation de stock (marchandises)			0	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			0	0
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			0	0
Autres achats et charges externes			14 460 158	13 862 575
Impôts, taxes et versements assimilés			3 963 227	3 967 324
Salaires et traitements			320 131	185 973
Charges sociales			162 723	87 013
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			8 893 626	16 664 467
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			7 760 843	0
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			0	0
Dotations aux provisions			0	0
Autres charges			92 891	76 450
CHARGES D'EXPLOITATION			35 653 599	34 843 802
RESULTAT D'EXPLOITATION			29 182 235	20 078 423
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée			0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré			0	0
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			0	0
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			0	0
Autres intérêts et produits assimilés			0	44 250
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			0	0
Différences positives de change			0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
PRODUITS FINANCIERS			0	44 250
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			0	0
Intérêts et charges assimilées			23 092 699	23 352 233
Différences négatives de change			0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
CHARGES FINANCIERES			23 092 699	23 352 233
RESULTAT FINANCIER			-23 092 699	-23 307 983
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			6 089 537	-3 229 560

Compte de résultat

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	703 261	669 598
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	31 513	181 655
PRODUITS EXCEPTIONNELS	734 774	851 253
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	89 194
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	0	0
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	558 329	8 379
CHARGES EXCEPTIONNELS	558 329	97 573
RESULTAT EXCEPTIONNEL	176 445	753 680
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	0	0
Impôts sur les bénéfices	698 140	0
TOTAL DES PRODUITS	65 570 608	55 817 728
TOTAL DES CHARGES	60 002 766	58 293 608
BÉNÉFICE OU PERTE	5 567 841	-2 475 880

Annexes

Informations générales et description de l'activité

La société A'LIENOR est une SAS au capital de 167 446 440 euros.

Elle a pour objet, en France, la conception, la construction, l'entretien, l'exploitation et la maintenance de la section Langon - Pau de l'autoroute A65.

La société a un exercice de 12 mois se clôturant le 31 décembre.

Elle fait partie du périmètre consolidé du Groupe EIFFAGE ; elle est consolidée par intégration globale.

Sauf indication contraire, tous les chiffres cités dans l'annexe aux comptes sont exprimés en euro.

Faits caractéristiques de l'exercice

La pandémie liée à la Covid-19, au travers des mesures de confinement et des restrictions de circulation qu'elle a engendrées, a continué d'avoir un impact significatif sur les trafics de la société, tout particulièrement au cours du premier semestre de l'année, mais dans une proportion bien moindre qu'en 2020.

Le trafic et le chiffre d'affaires restent donc sensiblement inférieurs à ceux de l'année 2019, mais progressent fortement par rapport à 2020.

Règles et méthodes comptables

Base de préparation des comptes annuels

Les comptes annuels sont établis suivant les principes résultant du plan comptable général adopté par l'Autorité des normes comptables dans son règlement ANC 2018-01 du 20 avril 2018 modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général (règlement homologué par arrêté du 8 octobre 2018, et publié au Journal Officiel du 9 octobre 2018).

Les conventions comptables d'établissement et de préparation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Seules sont détaillées dans l'annexe les informations obligatoires et ou significatives.

Immobilisations

Immobilisations Incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition.

Elles sont amorties sur leur durée estimée d'utilisation ou ne sont pas amorties mais peuvent faire l'objet d'une dépréciation chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

Les dépenses ayant le caractère de frais d'établissement sont, sauf cas particulier, prises en charge dans l'exercice.

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de production ou à leur valeur d'apport. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

En cas de création de l'immobilisation, les charges financières d'intérêts intercalaires et certaines charges directement affectées à la conception, à la construction et au financement de l'immobilisation supportées pendant la période de construction de l'ouvrage et jusqu'à sa mise en service sont incorporés au coût.

Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) sont comptabilisés directement en charges. Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

Les immobilisations du domaine concédé s'étend à tous les terrains, les ouvrages et les installations nécessaires à la construction, l'exploitation et à l'entretien de l'autoroute A65.

Les immobilisations non renouvelables font l'objet d'un amortissement de caducité sur la durée de la concession.

Les éléments d'actif immobilisé sont amortis selon les durées de vie estimées, en fonction de la nature des biens, selon le mode linéaire. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les principales durées d'amortissements sont les suivantes :

- Constructions	de 10 à 40 ans
- Installations techniques, matériels et outillage	de 3 à 15 ans
- Autres immobilisations corporelles	de 3 à 10 ans

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et éventuellement dépréciées en fonction de leurs perspectives de recouvrement.

Provisions Réglementées

Le montant indiqué en provisions réglementées correspond à l'apport en nature réalisé par le concédant, l'Etat, relatif à la livraison du tronçon d'autoroute entre les échangeurs d'Aire sur Adour Nord et d'Aire sur Adour Sud.

Provisions

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées dès lors qu'il existe un risque probable de sortie de ressources sans contrepartie attendue. Elles sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Les provisions ont été constituées, utilisées ou reprises conformément à leur objet et à la législation en vigueur.

Engagements de retraite

La société procède à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite et d'indemnités de départ pour l'ensemble de son personnel.

Dans le cadre des conventions collectives de la profession, l'entreprise a obligation de verser des indemnités aux Cadres et Etam lors de leur départ à la retraite, les autres obligations de retraite étant assurées par les caisses auxquelles l'entreprise est affiliée.

L'engagement de l'entreprise au titre des IFC prend en compte les modifications de barème intervenues dans la convention collective des Sociétés concessionnaires ou exploitantes d'autoroutes ou d'ouvrages routiers.

Les engagements à ce titre sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite et au salaire de fin de carrière.

Cette évaluation prend en compte notamment :

- une projection des salaires jusqu'à la date de départ à la retraite,
- les taux de rotation du personnel et les tables de mortalité,
- le taux d'actualisation de 1 % des engagements ainsi calculés.

Les éléments à ce titre ne sont pas provisionnés mais portés dans la liste des engagements hors bilan.

Créances et Dettes

La ventilation de la dette financière par échéance est basée sur l'estimation de la capacité de remboursement de la société aux dates d'échéance prévues au contrat et est corroborée par les remboursements effectués au cours des exercices précédents.

Informations sur Bilan et Compte de Résultat

Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Acquisitions
Frais d'établissement et de développement	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 481 044	0	613 430
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 481 044	0	613 430
Terrains	0	0	0
Dont composants			
Constructions sur sol propre	0	0	0
Constructions sur sol d'autrui	0	93 000	0
Const. Install. générales, agenc., aménag.	0	0	0
Install. techniques, matériel et outillage ind.	0	0	0
Installations générales, agenc. aménag.	1 139 683 570	0	507 268
Matériel de transport	0	0	0
Matériel de bureau, informatique, mobilier	65 593	0	43 871
Emballages récupérables et divers	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours	1 110 736	0	121 928
Avances et acomptes	0	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 140 952 899	0	673 066
Participations évaluées par mise en équivalence	0	0	0
Autres participations	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières	85 900	0	0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	85 900	0	0
TOTAL GENERAL	1 142 519 843	0	1 286 496

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement	0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles	0	0	2 094 474	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	0	2 094 474	0
Terrains	0	0	0	0
Constructions sur sol propre	0	0	0	0
Constructions sur sol d'autrui	0	0	93 000	0
Const. Install. générales, agenc., aménag.	0	0	0	0
Install. techniques, matériel et outillage ind.	0	0	0	0
Installations générales, agenc. aménag.	0	0	1 140 190 838	0
Matériel de transport	0	0	0	0
Matériel de bureau, informatique, mobilier	0	0	109 464	0
Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours	0	0	1 232 664	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0	0	1 141 625 965	0
Participations évaluées par mise en équivalence	0	0	0	0
Autres participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières	0	0	85 900	0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	85 900	0
TOTAL GENERAL	0	0	1 143 806 339	0

Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement	0	0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles	950 601	0	162 067	0	1 112 668
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	950 601	0	162 067	0	1 112 668
Terrains	0	0	0	0	0
Constructions sur sol propre	0	0	0	0	0
Constructions sur sol d'autrui	46 703	0	4 651	0	51 354
Constructions installations générales, agenc., aménag.	0	0	0	0	0
Installations techniques, matériels et outillages	0	0	0	0	0
Installations générales, agencements divers	132 793 240	0	15 736 867	425 104	148 105 003
Matériel de transport	0	0	0	0	0
Matériel de bureau, informatique et mobilier	64 097	0	11 290	0	75 387
Emballages récupérables et divers	0	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	132 904 040	0	15 752 808	425 104	148 231 744
TOTAL GENERAL	133 854 641	0	15 914 875	425 104	149 344 412

Provisions inscrites au bilan

Rubriques	Début de l'exercice	Apports	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Fin l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	0	0	0	0	0	0
Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0	0	0
PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0	0	0	0	0
Provisions pour litige	0	0	0	0	0	0
Provisions pour garanties données aux clients	0	0	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0	0	0
Provisions pour pensions, obligations similaires	0	0	0	0	0	0
Provisions pour impôts	0	0	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement immobilisations	0	0	0	0	0	0
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.	0	0	0	0	0	0
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer	0	0	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	8 379	0	558 329	8 379	0	558 329
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	8 379	0	558 329	8 379	0	558 329
Provisions sur immos incorporelles	0	0	0	0	0	0
Provisions sur immos corporelles	0	0	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	0	0	0	0	0	0
Provisions sur autres immos financières	0	0	0	0	0	0
Dépréciations stocks et en-cours	0	0				0
Dépréciations comptes clients	0	0				0
Autres dépréciations	0	0				0
DEPRECIATIONS	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	8 379	0	558 329	8 379	0	558 329
Dont dotations et reprises d'exploitation			7 760 843	0		
Dont dotations et reprises financières			0	0		
Dont dotations et reprises exceptionnelles			558 329	8 379		

Etats des créances et des dettes

Etat des créances		Montant brut	1 an au plus	plus d'un an	
Créances rattachées à des participations		0	0	0	
Prêts		0	0	0	
Autres immos financières		85 900	0	85 900	
Clients douteux ou litigieux		14 486	8 678	5 808	
Autres créances		5 116 687	5 090 243	26 444	
Créances représentatives de titres prêtés		0	0	0	
Personnel et comptes rattachés		1 017	1 017	0	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		0	0	0	
	Impôts sur les bénéfices	0	0	0	
Etat et autres collectivités	Taxe sur la valeur ajoutée	689 516	689 516	0	
	Autres impôts	1 276 073	1 276 073	0	
	Etat - divers	0	0	0	
Groupes et associés		0	0	0	
Débiteurs divers		1 819 556	1 819 556	0	
Charges constatées d'avance		1 602 544	1 602 544	0	
TOTAL DES CREANCES		10 605 779	10 487 627	118 152	
Prêts accordés en cours d'exercice		0			
Remboursements obtenus en cours d'exercice		0			
Prêts et avances consentis aux associés		0			
Etat des dettes		Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, -5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		0	0	0	0
Autres emprunts obligataires		0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine		782 216 130	13 197 112	109 569 476	659 449 542
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine		0	0	0	0
Emprunts et dettes financières divers		146 138	0	0	146 138
Fournisseurs et comptes rattachés		1 924 048	1 924 048	0	0
Personnel et comptes rattachés		49 520	49 520	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		48 331	48 331	0	0
	Impôts sur les bénéfices	0	0	0	0
Etat et autres collectivités publiques	Taxe sur la valeur ajoutée	2 479 331	2 479 331	0	0
	Obligations cautionnées	0	0	0	0
	Autres impôts	2 143	2 143	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		2 255 746	2 255 746	0	0
Groupes et associés		0	0	0	0
Autres dettes		927 868	927 868	0	0
Dette représentative de titres empruntés		0	0	0	0
Produits constatés d'avance		1 066 437	1 066 437	0	0
TOTAL DES DETTES		791 115 691	21 950 535	109 569 476	659 595 680
Emprunts souscrits en cours d'exercice		0			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		12 051 187			
Emprunts auprès des associés personnes physiques		0			

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	0
Autres emprunts obligataires	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0
Emprunts et dettes financières divers	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	166 114
Dettes fiscales et sociales	72 813
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	2 136 538
Autres dettes	926 180
Total	3 301 644

Produits à recevoir	Montant
Créances rattachées à des participations	0
Autres immobilisations financières	0
Créances clients et comptes rattachés	4 951 808
Personnel et comptes rattachés	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	0
Etat et autres collectivités publiques	1 276 073
Autres créances	299 954
Disponibilités	0
Total	6 527 835

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
REDEVANCE DOMANIALE	1 588 624	0	0
COTISATION ASSURANCE	4 776	0	0
LOYER BUREAU SERRES-CASTET	9 144	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
Total charges constatées d'avance	1 602 544	0	0

Produits constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
REDEVANCE FIBRE OPTIQUE	543 771	0	0
REDEVANCE PYLONES	522 667	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
Total produits constatés d'avance	1 066 438	0	0

Composition du capital social

	Nombre au début de l'exercice	Crés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2021	Valeur nominale
Actions ordinaires	6 890 800			6 890 800	24
Actions amorties				0	
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)				0	
Actions préférentielles				0	
Parts sociales				0	
Certificats d'investissement				0	
Total	6 890 800	0	0	6 890 800	

Ventilation du chiffre d'affaires

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total	
			31/12/2021	31/12/2020
Produits de péages	63 702 196		63 702 196	53 932 254
Autres Produits	987 261		987 261	902 640
TOTAL	64 689 456	0	64 689 456	54 834 894

Variation des capitaux propres

	Capital	Primes liées au capital	Ecart de réévaluation	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	Total
Situation ouverture de l'exercice	167 446 440	0	0	0	21 072 868	-2 475 881	0	186 043 427
Affectation de l'exercice					-2 475 881	2 475 881		0
Distribution de l'exercice								0
Augmentation de capital								0
Réduction de capital								0
Autres variations						5 567 841		5 567 841
Situation clôture de l'exercice	167 446 440	0	0	0	18 596 987	5 567 841	0	191 611 268

Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Quote-part de reprise de la subvention d'investissement	0	703 261
Indemnités d'assurance reçues sur sinistre	0	31 513
	0	0
Provision rehaussement fiscal	558 329	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
TOTAL	558 329	734 774

Engagements financiers et autres informations

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Postes du compte de résultat	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	6 089 537	-678 481	5 411 056
Résultat exceptionnel	176 445	-19 659	156 786
Participation des salariés	0		0
RESULTAT COMPTABLE	6 265 981	-698 140	5 567 841

Engagements hors bilan

Rubriques	Montants hors bilan	
	Engagements donnés	Engagements reçus
Indemnité de fin de carrière et autres engagements en faveur du personnel	30 000	
Avals et cautions	1 109 565	
Vis à vis des sociétés de personnes (SNC, SCI, GIE)		
Autres engagements		
		<i>dont Loyers</i>
		<i>Autres</i>

Effectifs moyens

Effectifs	
Cadres	4
Agents de maîtrise, techniciens	2,3
Ouvriers	
Total	6,3

Identité des sociétés mères consolidant les
comptes de la société

Dénomination et siège social	Forme juridique	Capital	% de détention
EIFFAGE 3-7 PLACE DE L'EUROPE 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY RCS VERSAILLES : 709 802 094	SA	392 000 000	100,00%

Autres informations

Evènements post-clôture

Les tarifs de l'ensemble des catégories de véhicules ont été réévalués au 1er février 2021. Ils ont été approuvés par l'arrêté du 30 janvier 2021, modifiant l'arrêté du 30 janvier 2020, et publiés au Journal Officiel le 31 janvier 2021.

La Société poursuit son programme de suivi et d'inspections obligatoires. Elle prépare le bilan décennal du patrimoine ainsi que les recours potentiels en garantie décennale. Le programme d'évolution du système péage qui permettra, entre autres la mise aux normes de sécurisation des transactions cartes bancaires, a été engagé dès 2021, pour une mise en service au premier semestre 2022. Une convention a été signée avec le gestionnaire de pylônes ATC dont l'objet est de commercialiser les pylônes existants sur le réseau de l'A65. La société prévoit l'installation de bornes de recharge électrique sur les aires de service d'Aire-sur-Adour et Captieux. La société prévoit une refonte de son site internet, qui sera à la fois son site institutionnel et un site marchand. La société, par l'intermédiaire de son sous-traitant CDC Biodiversité prépare, dans le cadre des mesures compensatoires, les nouveaux plans de gestion environnementale pour les cinq prochaines années.

Rémunérations du dirigeant

Les dirigeants ne sont pas rémunérés directement par la Société.

Instruments dérivés et gestion du risque

Informations sur les produits dérivés : Juste valeur

Le financement du projet a été réalisé auprès de contreparties financières.

La société, par ailleurs, a contracté des contrats de swaps afin de couvrir son exposition au risque de variation des taux d'intérêts de ses emprunts.

Ainsi, la société échange des taux variable en taux fixe auprès de ces mêmes contreparties bancaires.

L'objectif poursuivi est de fixer les frais financiers liés au projet.

La juste valeur correspond à la valeur de vente du contrat au 31 décembre 2021. Cette juste valeur est communiquée par la contrepartie bancaire.

Le montant notionnel de ces contrats a été déterminé en conformité avec le plan de financement accordé par le pool bancaire.

Au 31 décembre 2021, les principales caractéristiques des contrats de swap sont les suivantes:

N° de tranche	Notionnel	Juste valeur	Maturité
Swaps forward 2021-2038	677 578 181 €	90 055 438 €	30/06/2038

CAC : honoraires

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe EIFFAGE.

Résultat des 5 derniers exercices

Nature des indications	Exercice N-4	Exercice N-3	Exercice N-2	Exercice N-1	Exercice N
I. CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social (en EUR)	275 632 000	275 632 000	167 446 440	167 446 440	167 446 440
Nombre d'actions ordinaires existantes	6 890 800	6 890 800	6 890 800	6 890 800	6 890 800
Nombre d'actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations					
- par exercice de droits de souscription					
II. OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffres d'affaires hors taxes	58 675 338	62 677 751	66 479 155	54 834 894	64 689 456
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	23 770 977	12 750 635	14 422 434	-779 890	23 470 400
Impôt sur les bénéfices	1 482 144	1 825 963	1 857 026	0	698 140
Participation des salariés d'ue au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
Dotations aux amortissements et provisions	13 849 110	808 405	1 572 329	1 695 991	17 204 418
Résultat après impôts et charges calculées	8 474 723	10 116 267	10 993 079	-2 475 881	5 567 841
Résultat distribué au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
III. RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts mais avant charges calculées	3,30	3,30	3,30	3,30	3,30
Résultat après impôts et charges calculées	1,23	1,47	1,60	-0,36	0,81
Dividende ordinaire net attribué à chaque action					
IV. PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés	4	5	5	5	6
Montant de la masse salariale de l'exercice	163 906	174 057	210 265	185 973	320 131
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, retraites...) (EUR)	69 859	94 065	86 058	87 013	162 723

A'LIENOR

Société par actions simplifiée au capital de 167.446.440 euros
Siège social : 35 rue du Valentin à Serres-Castet (64121) | 491 529 855 R.C.S. PAU

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

DU 29 JUIN 2022

Le 29 juin 2022 à 08h45

Les actionnaires de la société A'liénor, ci-après la "Société", Société par actions simplifiée au capital de 167.446.440 euros, dont le siège social est sis 35 rue du Valentin à Serres-Castet (64121), immatriculée au RCS de Pau sous le n° 491 529 855.

La société Eiffage, société anonyme au capital de 392 000 000 euros, dont le siège social est à Eiffage, 3/7 place de l'Europe, 78140 Vélizy Villacoublay, immatriculée au RCS de Versailles sous le numéro 709 802 094 représentée par Xavier Ombrédanne, dûment mandaté à cet effet,

Agissant en qualité d'associé unique, ci-après dénommée "l'Associé Unique", de la société A'liénor, ci-après la "Société", Société par actions simplifiée au capital de 167.446.440 euros, dont le siège social est sis 35 rue du Valentin à Serres-Castet (64121), immatriculée au RCS de Pau sous le n° 491 529 855, ci-après dénommée la "Société",

Après avoir rappelé que :

- La société KPMG AUDIT ID SAS, Commissaire aux comptes de la Société a été dûment avisé des présentes ;
- Les documents suivants ont été remis à l'Associé Unique :
 - Les comptes annuels sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2021 (bilan, compte de résultat et annexe) ;
 - Le rapport de gestion du Président ;
 - Le rapport du commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice ;
 - Le texte des résolutions soumises au vote ;

A pris les décisions suivantes :

1. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021
2. Nomination de Guillaume Hérent en qualité de Président en remplacement de M. Philippe Nourry
3. Pouvoirs en vue des formalités

Assistent également à la réunion :

- Philippe Nourry, Président de la Société ;
- Emmanuel Cachot, Directeur de la Société ;
- Sylvestre Gallice, Directeur technique de la Société ;
- Guillaume Hérent, membre du Comité de Direction de la Société ;
- Rémy Josserand, Responsable gestion de la Société ;
- Vincent Lang, membre du Comité de Direction de la Société ;
- Christian Ambrun, Secrétaire - Directeur juridique d'APRR

RESOLUTION

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021

L'Associé unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2021, soit 5 567 841,31 euros, en totalité au compte de report à nouveau.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Associé unique prend acte que la société n'a distribué aucun dividende depuis sa création.

RESOLUTION

Nomination de Guillaume Hérent en qualité de Président en remplacement de M. Philippe Nourry

L'Associé unique prend acte de la démission de Philippe Nourry de son mandat de Président qui prend effet à compter de ce jour.

L'Associé unique remercie Philippe Nourry pour son action en faveur d'A'liénor, à la fois en tant que membre du Comité de Direction puis comme Président.

Il décide à l'unanimité de nommer Monsieur Guillaume demeurant 102 chemin des Iris à Satolas et Bonce (38290), en qualité de Président, pour une durée allant jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Monsieur Guillaume Hérent remercie l'Associé unique de la confiance qu'il lui témoigne et déclare accepter ces fonctions et que rien ne s'y opposait.

RESOLUTION

Pouvoirs en vue des formalités

L'Associé unique confère tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

Extrait certifié conforme par le Président
Guillaume Hérent

